

Après le 17 octobre : amplifier la mobilisation, défendre nos missions.

Le 17 octobre, l'État et les forces de police ont continué sur leur lancée de la répression du mouvement social, en cours depuis deux mois contre la jeunesse. Cette répression aveugle s'inscrit dans la continuité de celle des mobilisations contre les lois travail en 2015, le mouvement des gilets jaunes en 2019, et des luttes environnementales de ces dernières années.

Plutôt que de répondre aux revendications légitimes, l'État mutile des adolescent·e·s comme il détruit la biodiversité en soutenant tous les projets inutiles au nom de la croissance, de l'A69 aux mégabassines. Quand la justice le désavoue, il passe en force.

D'un côté le gouvernement soutient mordicus les policiers et gendarmes, y compris quand leur violence gratuite et dangereuse est démontrée. De l'autre il a passé ces dernières années à jeter en pâture celles et ceux qui, dans l'intérêt public, œuvrent à la protection de l'environnement au quotidien. Les agent·e·s des ministères de l'environnement et de l'agriculture, qui n'ont jamais mutilé qui que ce soit, auraient aimé autant de soutien.

SUD Rural Territoires dénonce les violences exercées contre le mouvement social. Nous appelons à un vrai changement de politique sociale et environnementale pour permettre à toutes et tous de vivre dans un environnement sain.

Fin du monde, fin du mois, même combat : le peuple ne s'y trompe pas et le déferlement auquel nous avons participé ce samedi 17 octobre nous l'a prouvé une nouvelle fois.

Nous appelons les agent·e·s de nos ministères à rejoindre les cortèges du 24 octobre et à se mobiliser dans la perspective du 5 novembre, y compris par la grève, afin de faire plier le gouvernement et de mettre fin à la répression.

**Nous appelons les agent·e·s de nos ministères
à rejoindre les cortèges du 24 octobre
et à se mobiliser dans la perspective du 5 novembre,
y compris par la grève, afin de faire plier le gouvernement
et de mettre fin à la répression.**

Membre de